

PARTENAIRE

Le Parisien

avec


**CAISSE
D'ÉPARGNE**


Environnement, économie, social : ces initiatives régionales qui inventent demain

© Getty images

**Dans ce numéro spécial,
découvrez une sélection
d'initiatives inspirantes
qui dessinent un futur
auquel aspirent les
Français !**

Tribune - Les transformations
se jouent d'abord au niveau local **2**

Être utile à l'environnement **3**

Être utile à l'économie **6**

Être utile à la société **9**

Les circuits courts
au coeur de l'économie
et des solidarités locales **12**

Perspectives : une étude dévoile que, pour les Français, plus on est proche, plus on est utile aux changements

Dans un monde en constante évolution, comment relever les défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels la France est confrontée ? Le cabinet GEORGE(S) a posé la question aux Français, et a synthétisé leurs réponses dans l'étude "Les Français et les transformations qui leur seraient utiles", réalisée pour Caisse d'Épargne. Dominique Levy et Edouard Lecerf, cofondateurs de GEORGE(S), décryptent ces aspirations qui dessinent une feuille de route pour l'avenir.

88 %

trouvent les mesures pour l'emploi plus efficaces quand elles sont adaptées à la situation de chaque région

87 %

pensent qu'il faut être en contact avec les réalités locales pour proposer des solutions vraiment efficaces de lutte contre le changement climatique.

Accès aux services de proximité et défis environnementaux, priorités des Français

« Nous avons été frappés par la multipolarité et l'intensité globale des priorités énoncées par les Français pour les années à venir » insiste Edouard Lecerf.

En effet, l'accèsion aux essentiels de la vie arrive en tête du classement. **97 % des Français s'inquiètent pour l'accès à la santé, 96 % pour les services publics, 90 % de la lutte contre la pauvreté et la précarité, et 89 % de l'accès au logement.** « Les Français expriment ici des inquiétudes sur l'accès à des besoins presque vitaux. Et quand on voit à quel point tout est prioritaire, cela

pose des questions de fluidité et d'unité pour savoir comment avancer » souligne Dominique Levy.

Les Français mettent ensuite l'accent sur l'importance des transformations environnementales. Loin d'être une notion vague, ils expriment des préoccupations précises sur les chantiers prioritaires à mener, notamment le développement des énergies renouvelables (81 %) et la rénovation énergétique des bâtiments (84 %).

Enfin, l'étude révèle les préoccupations des Français sur l'emploi. **91 % font une priorité de l'insertion professionnelle des jeunes, ainsi que le développement économique et le dynamisme de l'emploi local pour 89 %.**

L'efficacité du local dans la mise en œuvre des solutions

L'importance du local revient de manière récurrente tout au long de l'étude. Pourtant, interrogés sur le bon niveau d'intervention pour s'attaquer à ces priorités, les Français restent convaincus qu'il se situe au niveau national et européen, ce qui reflète une vision centralisée de la prise de décision.

Mais là réside une autre surprise de l'étude. Il y a ceux qui décident... et ceux qui agissent ! Et pour cela, les Français comptent plutôt sur les acteurs locaux, tels que les PME (82 %), les associations (75 %) et les banques mutualistes (72 %) pour faire évoluer les choses dans le bon sens. Ces dernières, ancrées dans la proximité, apparaissent d'ailleurs comme bien plus efficaces comparées aux banques en général, sur lesquelles seulement 63 % des Français comptent pour faire bouger les lignes.

« Ces chiffres sont frappants, notamment ceux sur les PME et les banques mutualistes » note Edouard Lecerf. « Les acteurs locaux apparaissent très légitimes sur la question de l'utilité en France. Cela milite en faveur d'une articulation entre des intervenants différents (pouvoirs publics, entreprises, banques, citoyens, etc.) pour aboutir à des actions plus efficaces car coordonnées. »

Étude « Les Français et les transformations qui leur seraient utiles », menée du 8 au 13 septembre 2023 par le cabinet GEORGE(S) pour Caisse d'Épargne. Échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française. Entretien réalisés en ligne.



© Getty images

Les transformations se jouent d'abord au niveau local

Le local est central. Cette phrase, contre-intuitive pour beaucoup, sonne comme une vérité et une certitude, car l'action locale est un moteur essentiel du changement. Nous le constatons tous les jours, et depuis de nombreuses années. Sans doute parce que les Caisses d'Épargne ont un modèle de banque singulier : 100 % régionaux et 100 % coopératifs, nous décidons, agissons et finançons en local, notamment en réinvestissant l'épargne qui nous est confiée dans l'économie locale. Nous n'avons pas d'actionnaires à servir, et avons donc pour seule ambition d'être utiles à nos sociétaires, nos clients, et aux territoires. Nous sommes pour ainsi dire une banque en circuit court.

La transformation globale se joue infiniment au local

Dans un monde de plus en plus complexe, marqué par des défis environnementaux, sociaux et économiques, où des décisions majeures se prennent à l'échelle nationale voire internationale, la proxi-

mité s'affirme comme l'échelon indispensable pour obtenir des résultats concrets. Une étude menée en septembre 2023 avec l'institut George(s) le confirme : 72 % des Français estiment que les décisions locales ont un impact plus positif que les décisions nationales. Agir localement signifie bien connaître le territoire et ses atouts. Cela signifie répondre aux besoins réels des individus, des entreprises, des collectivités et des ressources, pour une action plus concrète, plus visible et plus rapide.

Comme les Français, nous sommes persuadés que le chemin le plus court est le plus efficace pour transformer concrètement la société et répondre aux défis qui sont devant nous. Il y a un an, ces convictions nous ont amenés à prendre des engagements, formalisés par notre Contrat d'Utilité, qui réaffirment notre volonté d'être 100 % utiles au développement

économique, social et environnemental, là où les Français vivent. Parce que nous voulons plus que jamais encourager les initiatives locales et créer un effet d'entraînement bénéfique, nous apportons notre soutien aux projets qui ont un impact positif sur leur territoire.

Les entreprises engagées dans le réemploi, la valorisation des déchets, l'insertion professionnelle par le sport, l'accès à des soins adaptés pour des personnes vulnérables, la réduction de la fracture numérique, la rénovation énergétique, le développement des centrales citoyennes, l'amélioration de la gestion de l'eau... Autant d'enjeux de société sur lesquels nous avons eu la chance d'agir cette année en accompagnant nos clients et des projets locaux inspirants. Nous sommes fiers de vous en présenter certains aujourd'hui.

Cet impact positif est possible grâce à l'engagement de toutes et tous sur le

territoire. Citoyens, entreprises, professionnels, associations, élus, ainsi que nos collaborateurs qui leur apportent conseils et soutien. Être banquier coopératif régional, c'est avoir l'opportunité d'agir en bas de chez soi en faveur d'une transformation positive, et d'exercer un métier qui a du sens, celui d'être utile aux autres.

La transformation globale se joue infiniment au local, la réalité nous le démontre tous les jours. Décider, agir et gérer l'argent en circuit court, c'est démultiplier l'impact. Un an après le lancement de notre Contrat d'Utilité, nous sommes plus engagés que jamais à multiplier nos actions. Chacun de nous peut et doit contribuer à ce mouvement pour construire une société responsable et durable pour tous, aujourd'hui et demain.

72% des Français estiment que les décisions locales ont un impact plus positif que les décisions nationales.



JACQUES-OLIVIER HURBAL
Directeur du développement
Caisse d'Épargne

© Myphotoagency

Être utile à l'environnement

Dans un contexte mondial où les enjeux environnementaux deviennent chaque jour plus cruciaux et urgents, l'action locale revêt une importance capitale. L'étude « Les Français et les transformations qui leur seraient utiles » met en lumière la proximité des Français avec leur territoire de vie, qu'ils considèrent comme l'échelon d'action le plus efficace. Ce constat offre une opportunité unique pour aborder les défis environnementaux et mener les transitions nécessaires. En effet, agir concrètement en local permet de mieux répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire, d'accélérer la transition écologique en massifiant les efforts, et de prendre des décisions pragmatiques et efficaces pour un impact direct sur le terrain. En soutenant des initiatives locales, qu'elles émanent d'entreprises engagées dans la transition énergétique et environnementale, ou de collectivités locales œuvrant pour un avenir durable, il semble possible d'accélérer une transformation positive de tout le tissu économique et social.



© Getty images

Garantir l'accès à l'eau, un enjeu majeur pour l'avenir

Saviez-vous qu'en France, 1 litre sur 5 d'eau potable est perdu en raison de fuites sur le réseau ? Un chiffre qui pousse à agir pour améliorer la gestion de cette ressource vitale et épuisable. Cet enjeu est d'autant plus critique que les conséquences du dérèglement climatique augmentent le risque de sécheresses et d'inondations. La question de l'eau doit donc être centrale dans la réflexion des collectivités locales pour relever ce défi du siècle à venir.



Réservoirs Valmy © ODIVEA

Dijon métropole, très engagée dans l'optimisation de la gestion de l'eau

1 200 km, c'est la longueur du réseau d'eau potable qui traverse la métropole de Dijon. Autant de kilomètres de canalisations à entretenir et à moderniser pour éviter la déperdition de l'eau et garantir sa qualité. Alors qu'en 2018, le rendement du réseau de Dijon, avec un ratio de 85 % entre le volume d'eau potable introduit et celui consommé par les usagers, comptait déjà parmi les meilleurs de France, la métropole vient de lancer un vaste chantier de modernisation des infrastructures, mené par la SEMOP (Société d'Économie Mixte à Opération Unique) Odivea, créée pour une durée de neuf ans et dont la gestion a été déléguée à SUEZ.

Des travaux innovants de rénovation du réseau d'eau potable

Odivea a prévu des travaux ambitieux, notamment l'installation de capteurs acoustiques le long des canalisations afin de mieux détecter les fuites, et la digitalisation des mesures régulières de vérification de pression et de débit. Autre gros chantier : Odivea a réalisé pour Dijon métropole, d'importants travaux en utilisant le chemisage Aqua.UV CIPP. Cette nouvelle technique permet de rénover une canalisation par l'intérieur, avec une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à des interventions classiques. Elle évite en effet plusieurs sources de pollution, notamment la mise en décharge et la destruction des matériaux issus des travaux.

Des partenaires financiers qui soutiennent l'innovation en faveur de l'environnement

Ce programme de travaux nécessite un investissement de 106 millions d'euros jusqu'en 2030. Il est financé par les recettes des factures d'eau et d'assainissement, et des emprunts souscrits par la SEMOP. La Caisse d'Épargne Bourgogne-Franche-Comté accompagne depuis de longues années la région de Dijon dans ses projets innovants, et a de nouveau répondu présente pour ces travaux d'envergure. « C'est très important pour nous de soutenir l'innovation au service de la résilience des territoires et de la transition écologique » explique Francis VIENNET, Responsable Financements Spécialisés de la Caisse d'Épargne. « Les collectivités locales sont des acteurs majeurs, à l'avant-garde sur ces sujets. Nous sommes fiers de les accompagner sur ces innovations qui, on l'espère, n'en seront plus demain ! »

C'est très important pour nous de soutenir l'innovation au service de la résilience des territoires et de la transition écologique.

Francis VIENNET
Responsable Financements Spécialisés de la Caisse d'Épargne

Le Canal de Provence, aménagement hydraulique vital pour a région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Autre région, autre problématique autour de l'eau. Alors que les périodes de sécheresse se multiplient avec le réchauffement climatique, la Société du Canal de Provence œuvre à préserver et valoriser la ressource en eau, et accompagner l'optimisation des différents usages des clients desservis : collectivités et particuliers, agriculteurs, protection contre les incendies, entreprises, industries, etc. Depuis plus de 60 ans, elle gère le patrimoine hydraulique régional exceptionnel du Canal de Provence. Ce réseau mobilise essentiellement l'eau du Verdon, pour l'acheminer et la distribuer sur l'ensemble de la région provençale. La Société sécurise ainsi l'accès à l'eau des territoires, contribuant à leur développement économique, tout en apportant des solutions innovantes aux filières agricoles.

2 millions
d'habitants alimentés totalement ou partiellement par le Canal de Provence, soit 40 % de la population en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Des travaux d'extension pour élargir la zone alimentée par le Canal de Provence

Engagée dans la transition écologique, la Société du Canal de Provence investit en continu pour développer les réseaux du canal de Provence et sécuriser l'alimentation en eau des territoires nouvellement impactés par le changement climatique. Très engagée dans la région Sud, la Caisse d'Épargne Côte d'Azur a apporté son soutien à la Société du Canal de Provence pour réaliser ces investissements. La banque régionale travaille dans une grande proximité avec la Société du Canal du Provence, comme les autres acteurs impliqués dans la résilience de la région, avec beaucoup d'échanges autour des projets soutenus. « Il s'agit d'une mission d'intérêt général, et d'un enjeu majeur indispensable au développement de la région » explique David Fernandes-Goncalves, Chargé d'affaires entreprise à la Caisse d'Épargne Côte d'Azur.

L'acheminement de l'eau potable en France

- 💧 **1 litre sur 5 perdu par fuites** sur le réseau de distribution d'eau potable
- 💧 **148 litres = consommation moyenne** d'eau domestique / habitant / jour
- 💧 **900 000 km** de réseaux de distribution d'eau potable
- 💧 **425 000 km** de réseaux d'assainissement

Source : Services Eau France

Recyclage et réemploi, pas le même combat !



Usine de Bout' à Bout' à Carquefou (44)

Le recyclage du verre est souvent salué comme un geste responsable. Néanmoins, il n'est pas la solution la plus vertueuse sur le plan écologique. La logistique pour le collecter, l'énergie consommée pour le faire fondre, la nécessité d'ajouter environ 20 % de matière première pour fabriquer de nouveaux produits... tout ceci a un coût énergétique et environnemental important. Alors que faire ? En complément du recyclage, le réemploi du verre offre une approche moins énergivore et donc plus durable.

Bout' à Bout', un projet citoyen qui favorise le réemploi plutôt que le recyclage

Puisqu'il vaut mieux réutiliser que recycler, l'entreprise bretonne Bout' à Bout' a décidé de s'atteler à faire évoluer les mentalités. Depuis 2016, Bout' à Bout' travaille sur trois axes de transition. Tout d'abord, agir à la source, en incitant les producteurs à adopter des emballages standardisés et donc réutilisables. Ensuite, développer un réseau de collecte du verre et enfin, mettre en place une méthode industrielle de tri, de lavage et de contrôle qualité avant de le revendre. Yann Priou, directeur général de Bout' à Bout', raconte l'ambition de ce projet : « Notre souhait est de rendre le réemploi accessible à tous et faire changer nos modes de consommation petit à petit. »

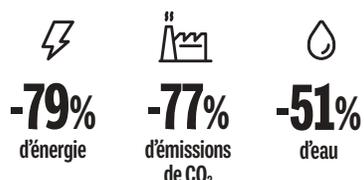
Un développement financé par les citoyens et des partenaires engagés dans la transition énergétique

En août 2023, Bout' à Bout' a levé 7,3 millions d'euros pour construire la plus grande usine de lavage de verre de France, à Carquefou, près de Nantes. Cette levée de fonds a impliqué 300 particuliers via une plateforme de crowdfunding, ainsi que des partenaires industriels, institution-

nels et bancaires. « Il était très important que ce financement soit aussi participatif et citoyen », souligne Yann Priou. Investie dans le développement durable de la région et banque experte de la transition environnementale, la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire soutient depuis la première heure ce projet à impact positif, et a bien sûr participé à cette levée de fonds.

L'usine flambant neuve de Carquefou a ouvert ses portes en septembre 2023, avec la capacité de traiter 8 000 à 10 000 bouteilles par heure, et un objectif de 60 millions de bouteilles à l'année. Une belle histoire à suivre de près !

Avantages du réemploi par rapport au recyclage



Dispositif de réemploi ou réutilisation des emballages ménagers en verre en France, ADEME, 2018

Réussir la rénovation énergétique des logements sociaux : un défi majeur

D'ici à 2034, la loi ELAN prévoit la rénovation des logements dont l'étiquette énergétique est E, F ou G, faute de quoi ils ne pourront progressivement plus être loués (dès 2024 pour les G, 2028 pour les F et 2034 pour les E). Une transformation indispensable pour atteindre la neutralité carbone en 2050, mais aussi préserver le pouvoir d'achat des ménages, asphyxiés par la hausse des prix de l'énergie. Face à ces défis, les bailleurs sociaux sont en première ligne pour rénover leur patrimoine. Deux experts nous expliquent comment SIA Habitat et SIGH, acteurs majeurs du logement social dans les Hauts de France, se mobilisent pour réhabiliter 71 000 logements d'ici à 2034.

Face à la nécessité de rénover d'ici à 2034 les logements aux étiquettes les plus dégradées, comment procédez-vous ?

V.P. : Le premier défi est d'identifier les logements à rénover suite à la réforme des DPE, et à quelle échéance. On commence par les étiquettes énergétiques les plus dégradées, avec l'objectif de traiter les autres avant 2034. Cela représente plus de 2 000 logements à traiter par an, et un investissement de 1,4 milliards d'euros. La rénovation de chaque logement coûte en moyenne 86 000 euros ! Avec ces rénovations, on veut alléger les charges pour nos locataires, en diminuant leur couple loyer + charges après les travaux.

Quelles techniques et innovations utilisez-vous dans ces programmes de rénovation ?

B.H. : On travaille en priorité sur l'enveloppe du bâtiment, c'est-à-dire son isolation par l'intérieur ou l'extérieur, pour assurer un meilleur confort d'hiver et d'été avec un minimum de consommation d'énergie. Nous investissons également sur l'amélioration de l'habitat, en modernisant les équipements, redistribuant les pièces de vies. En tant que bailleurs sociaux, nous sommes en avance de phase par rapport aux autres acteurs, avec la volonté de tester des innovations afin de créer ensuite des systèmes de filières pour ces matériaux alternatifs isolants.

Nous misons beaucoup sur les nouveaux matériaux biosourcés, comme la laine de bois, le métisse® (du jean recyclé), ou la brique de lin. Sur le volet énergétique, nous testons des innovations autour du biogaz, des pompes à chaleur hybrides, le raccordement aux réseaux de chaleur pour les immeubles, et quand c'est possible, des panneaux solaires. Nous veillons

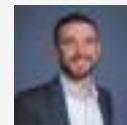
aussi à la circularité, avec le réemploi de près de 70 % des déchets issus de ces travaux de réhabilitation. Nous travaillons à projeter notre habitat sur les 50 prochaines années, pour limiter les consommations et les gaz à effet de serre, en menant des expérimentations suivies dans le temps.

1,4 milliards d'euros investis dans la rénovation énergétique, c'est massif. Comment les financez-vous ?

V.P. : Nous avons notamment souscrit des prêts à impact, dont le taux d'intérêt est bonifié si on atteint des objectifs environnementaux et sociaux. C'est un excellent outil pour inciter notre secteur à accélérer sa transition et valoriser les efforts entrepris. Nous avons notamment pu compter sur le soutien d'un acteur majeur du financement du logement social dans la région Nord, la Caisse d'Épargne Hauts de France. Très engagée dans la transition énergétique, elle nous accompagne dans ce plan de rénovation aux impacts environnementaux et sociaux. Ce chantier est passionnant, et primordial pour la transition environnementale !



Benoît Hennebelle
Directeur Général Adjoint
Habitat et Patrimoine
de SIA Habitat



Vianney Pertriaux
Directeur du Pôle Pilotage
de la Performance,
Membre du Directoire de SIGH



Brique de lin

Les déchets, nouvelle source d'énergie renouvelable ! Du rêve à la réalité



Île de la Réunion, vue du Piton © Getty images

Saviez-vous que l'empreinte carbone du parc résidentiel et tertiaire français représente 18% de nos émissions nationales annuelles¹ ? On parle ici des énergies utilisées pour l'usage des bâtiments, c'est-à-dire le chauffage, la climatisation, etc. Si ce poids baisse depuis 2005, la transition vers des énergies renouvelables doit continuer de s'accélérer.

Pour cela, la question du financement est centrale. La Caisse d'Épargne CEPAC, pionnière dans le soutien au secteur de l'énergie renouvelable depuis plus de 10 ans, a déjà permis que plus de 300 000 habitants soient approvisionnés en énergie verte issue de l'éolien, du solaire, de l'hydraulique. La banque régionale étudie aujourd'hui la mise en œuvre d'un nouveau projet : la transformation des déchets comme source d'énergie renouvelable sur l'île de la Réunion.

Sur les territoires ultra-marins, l'enjeu de l'énergie est complexe et majeur. L'île de la Réunion n'est pas connectée au réseau continental d'électricité : son autonomie énergétique est donc une priorité stratégique. Bonne nouvelle pour les habitants : le financement de la construction d'une unité de valorisation énergétique, qui vise à récupérer et à valoriser les déchets pour pro-

duire de l'énergie sous la forme de chaleur ou d'électricité, est à l'étude au sein des équipes de la Caisse d'Épargne CEPAC.

Capable de transformer jusqu'à 70 000 tonnes de CSR par an sur l'île de la Réunion, ce projet d'économie circulaire emblématique produira plus de 66 GWh d'électricité «verte» chaque année, soit la consommation de 30 000 foyers réunionnais. Il permettra une meilleure gestion des déchets de l'île, tout en proposant des leviers de développement économiques et sociaux par le recyclage et la production d'énergie locale.

1 – Source Notre-environnement.com, Les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel, 2019.

Petit lexique de la valorisation énergétique

UVE : Unité de Valorisation énergétique

Valorisation énergétique : récupération et valorisation de déchets par combustion ou méthanisation. L'énergie produite est utilisée sous forme de chaleur ou d'électricité.

CSR : Combustibles Solides de Récupération (CSR), c'est-à-dire des déchets non dangereux à pouvoir calorifique élevé, issus du tri des ordures ménagères et assimilées.

Les centrales citoyennes, accélératrices de la transition énergétique

Alors que la production d'énergie, toutes sources confondues, représente près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial¹, le développement des énergies renouvelables est une priorité pour atteindre les objectifs de décarbonation. Au niveau local, les centrales citoyennes apportent une solution innovante à cet enjeu.

Les Français acteurs de la transition énergétique grâce aux centrales citoyennes

Une centrale citoyenne (solaire, éolienne, hydraulique, bois-énergie...) consiste en un regroupement de citoyens, d'institutions locales et / ou d'entreprises, en vue de produire ensemble une énergie durable et locale. Chaque personne qui le souhaite peut acheter une part au sein de la société qui porte le projet de centrale citoyenne. Cet apport permet ensuite d'obtenir un prêt pour boucler le financement.

Les centrales citoyennes sont intéressantes à plus d'un titre. En plus de produire une énergie durable, de contribuer à la résilience des territoires, elles améliorent l'acculturation et l'accep-

tation des citoyens sur les questions de transition énergétique. Il est en effet plus facile de constater l'intérêt de ce type de dispositif lorsqu'il alimente une partie des bâtiments de sa ville. Autre avantage des centrales citoyennes : dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, produire une électricité locale peut assurer une relative stabilité du coût de l'énergie.

En Isère, Meylan met la transition à portée de toit

L'exemple d'Énerg'Y Citoyennes est une belle concrétisation de cet élan citoyen. Cette société locale a été créée en 2016 par des habitants et des collectivités de la métropole grenobloise. Elle a lancé à Meylan la construction de sa 22e installation, une centrale solaire photovoltaïque de 440 m², sur le toit de la Maison de la Musique. Fidèle à sa volonté de permettre à tous de devenir acteurs des transitions, la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, premier financeur de l'économie sociale et solidaire dans la région, s'est impliquée dans le projet de la centrale. Inaugurée en janvier 2023, elle produit plus de 60 % de la consommation annuelle du bâtiment, ou l'équivalent de la consommation annuelle de 44 foyers (hors chauffage).

1 Source : Ministère de la Transition Écologique.



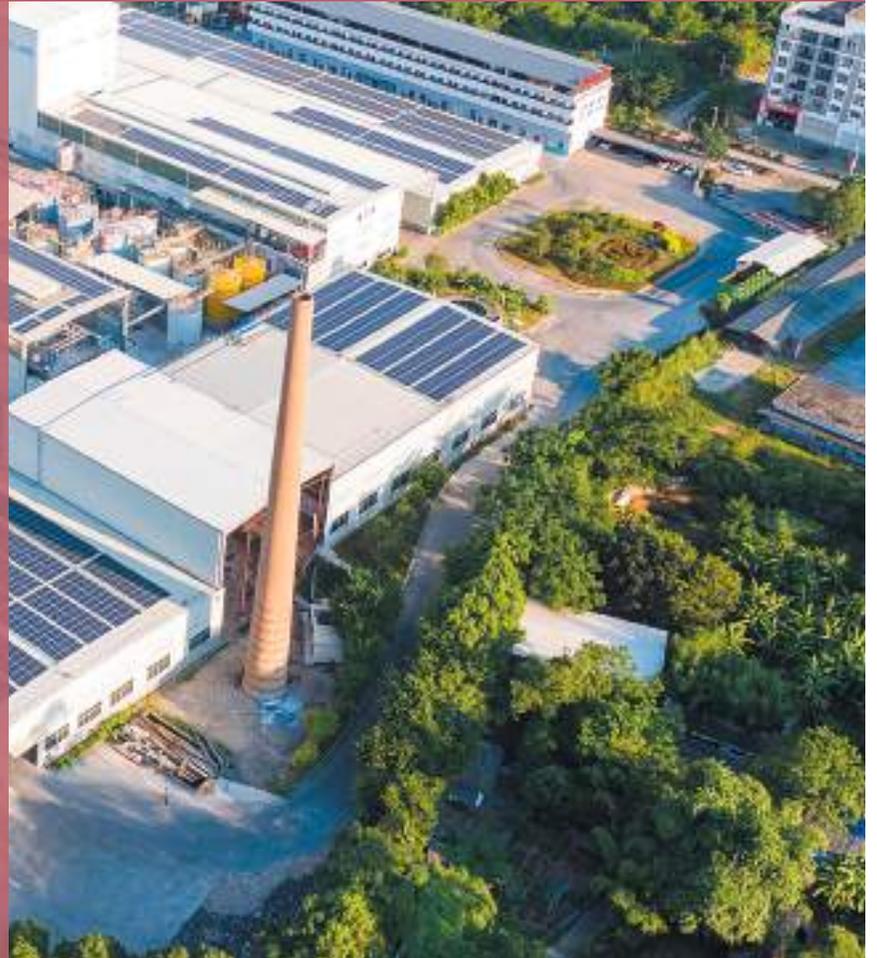
© Getty images



102 600 kWh/an = 60% de la consommation annuelle du bâtiment **= 4,8 tonnes eq. CO₂ évitées**

Être utile à l'économie

Face à une inéluctable transformation économique vers des pratiques plus durables et à la raréfaction des ressources, le tissu économique local en France prend une importance stratégique. Les défis de demain exigent des solutions adaptées à chaque territoire: les professionnels et les entreprises, véritables moteurs économiques, jouent un rôle central dans cette transformation. Ils innove, investissent, créent de l'emploi, et doivent s'inscrire dans une stratégie de développement durable. Les banques coopératives, en tant qu'acteurs de proximité ayant opté pour des modes de décision et d'action en circuit court, dans l'intérêt général, ont un rôle unique à jouer en soutenant des projets durables et des initiatives économiques responsables. Combiner ces forces locales permet de renforcer la résilience des territoires et de favoriser la souveraineté économique et industrielle de la France.



© Getty images

La filière viticole accélère vers une transition durable

Dans un monde en quête de solutions durables, la station d'épuration du Bassin de Malemont, proche de Cognac, illustre comment les filières d'excellence françaises peuvent évoluer vers une trajectoire plus durable. Cette station, fondée par des viticulteurs engagés dans la transition environnementale, s'est dotée de trackers photovoltaïques produisant de l'électricité verte.



Hervé Jobet - Chai Domaine Jobet © Manza Studio

Réunir tradition et innovation

Les filières d'excellence française, parce qu'elles défendent un savoir-faire national et qu'elles représentent une activité économique et sociale structurante, doivent aujourd'hui s'inscrire dans les transitions écologiques pour être durables.

Forts de cette conviction, en 2015, treize viticulteurs du Bassin de Malemont ont pris l'initiative de créer et de raccorder leur propre station d'épuration (STEP) pour traiter leurs effluents vinicoles afin de réduire leur empreinte environnementale. Avec un taux d'épuration de 99,99 %, cette station recycle aujourd'hui les effluents en eau destinée à l'irrigation des cultures céréalières environnantes. Après cette première évolution, la STEP a décidé d'aller plus loin en agissant sur sa consommation énergétique. Elle a obtenu le premier prêt à impact Viticulture de la Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes, un dispositif innovant visant à soutenir les acteurs locaux engagés dans le changement social et environnemental, pour financer l'installation de trackers photovoltaïques. Ces trackers produisent désormais une partie de l'énergie nécessaire au fonctionnement de la station. Une démarche audacieuse qui montre comment les filières historiques peuvent adopter des pratiques plus durables tout en préservant leur excellence.

Ici, la STEP s'est fixé comme objectif d'atteindre un niveau d'autoconsommation électrique annuelle de 50 % : si elle l'atteint, le taux de son prêt sera bonifié. Ce dispositif a été mis en place avec "Vitibanque", pôle dédié aux filières Vins et Spiritueux au sein de la banque régionale, témoignant de son engagement au plus près des acteurs de la transition de l'industrie viticole locale. À long terme, la STEP de Malemont envisage d'autres sources d'énergies renouvelables pour devenir actrice à 100 % de sa propre transition énergétique, tout en contribuant à améliorer la résilience du territoire.

Tels des tournesols électroniques, ces suiveurs solaires se lèvent et se couchent avec le soleil et captent ses rayons tout au long de la journée pour produire de l'électricité verte.

Philippe Vrillaud, chargé d'affaires viticoles à Saintes

Zoom sur le prêt à impact

Mode de financement engagé en faveur de la transition, le Prêt à Impact développé par Caisse d'Épargne propose un taux d'intérêt indexé sur la performance extra-financière du client, environnementale ou sociale. Banque et client définissent ensemble un objectif mesurable et certifiable: s'il est atteint, la Caisse d'Épargne bonifie le taux d'intérêt du prêt afin de valoriser l'engagement de ses clients au travers de ce mode de financement vertueux. Le gain peut alors être reversé à une association choisie par le client.

Avec Kiwai, le financement participatif s'invite dans toutes les transitions

Jérôme Durand, vous êtes directeur général de Kiwai. Présentez-nous cette plateforme de financement participatif d'un nouveau genre, et ce qui vous a incité à la créer.

J.D. : Kiwai est une plateforme de financement participative, qui a la volonté de lier l'épargne des citoyens au financement de projets green. Elle résulte d'une réflexion menée par la Caisse d'Epargne Normandie avec la région Normandie, qui voulait créer une épargne responsable pour les Normands au profit de projets sur le territoire.

Qu'est-ce qui la différencie d'autres plateformes de crowdfunding ?

J.D. : Kiwai ne finance QUE des projets liés à la transition écologique, et ancrés dans le territoire. Autre particularité : la plateforme est citoyenne. L'investissement par projet démarre à 20 € et le capital et les intérêts sont garantis, avec une rémunération légèrement supérieure à celle du Livret A. C'est possible grâce à notre partenaire bancaire, la Caisse d'Epargne Normandie, qui apporte ces garanties. Nous attirons ainsi vers des projets liés à la transition écologique toute personne qui se sent impliquée et fière de participer à leur financement à la hauteur de ses moyens.

Avez-vous des exemples de projets emblématiques soutenus par Kiwai ?

J.D. : Difficile de choisir, tous les projets sont intéressants ! Kiwai soutient aussi bien des projets d'entreprises, d'agriculteurs, de commerçants, d'associations, de collectivités, de développeurs d'énergies renouvelables... Nous touchons tout le tissu économique impliqué dans la transition. Notre record de réactivité est un projet de ressourcerie textile faisant de l'insertion et de la réinsertion, pour lequel le financement de 30 000 euros a été bouclé en... 3 minutes ! On a aussi financé le parc éolien de la mer de Fécamp à hauteur de 750 000 euros. Le succès est tel qu'aujourd'hui Kiwai essaie, avec le soutien de notre partenaire Caisse d'Epargne qui propose les mêmes garanties dans d'autres régions. On n'est qu'au début de l'aventure !

37
projets financés
depuis 2020

3,47
millions investis

3 400
investisseurs
citoyens inscrits

1 392€
Montant moyen
d'investissement

5 ans
Durée d'investissement

0
frais d'entrée
et frais de gestion

Boost Entrepreneurs Au Féminin : un nouveau programme dédié aux femmes entrepreneures



© Getty images

Alors que seulement 29 % des entreprises sont créées par des femmes en France, ce qui est déjà trop peu, il est encore plus surprenant de découvrir qu'à Paris, ce chiffre tombe à 25 %. Pour y remédier, la CCI Paris lance un nouveau programme d'accélération, avec le soutien de la Caisse d'Epargne Île-de-France. Caisse d'Epargne a en effet toujours été actrice de l'émancipation des femmes : elle leur a notamment permis dès 1881 de disposer de leur livret d'épargne sans l'aval de leur mari... 84 ans avant la reconnaissance légale de leur indépendance financière en 1965 ! Parmi les structures d'entreprises financées par Caisse d'Epargne en 2022, 170 000 sont dirigées par des femmes, un chiffre que la banque

s'attache à faire grandir avec un réseau de référents dédiés et des outils d'accompagnement.

Aujourd'hui, l'initiative Boost Entrepreneurs Au féminin s'adresse aux dirigeantes ayant créé leur TPE/PME en Île-de-France pour les aider à

booster leur activité. En 2024, s'ouvriront deux programmes : l'un pour les jeunes pousses ayant moins de trois années d'activité, et l'autre pour les entreprises de plus de trois ans.

Boost entrepreneurs au féminin 2023

60 --> **25**

candidatures projets retenus
(santé, marketing, RH, prêt à porter, etc.)

1 an

de formation pluridisciplinaire
sur 4 thématiques

(Leadership, Gestion financière et juridique,
Commercial, Réseau)

4 séances
de coaching individuel

15 ateliers
collectifs

Objectifs

Développer le leadership et la posture managériale des femmes entrepreneures

Leur donner les clés pour booster la croissance et les performances de leur entreprise

Développer leur réseau et réduire le sentiment d'isolement

Innovation, durabilité, souveraineté : les nouveaux modèles d'excellence de l'industrie française

Entre instabilité géopolitique, difficultés d'approvisionnement et nécessité de décarboner les activités économiques, l'industrie française cherche de plus en plus à relocaliser ses usines sur le sol français. Cette dynamique, vertueuse pour l'emploi et l'environnement, est notamment portée par de jeunes entreprises, qui placent durabilité et innovation au cœur de leur business model. Elles choisissent de s'implanter dans des bassins d'excellence en région, alliant développement économique et contribution à la vitalité des territoires. Voici deux exemples inspirants.

Woodoo mise sur le bois pour construire un avenir durable

C'est une véritable révolution que porte cette jeune entreprise. Depuis 2017, Woodoo propose de transformer des secteurs industriels entiers en remplaçant les matériaux conventionnels et épuisables (verre, acier, béton, etc.) par du bois augmenté avec des résines biosourcées, qui améliorent sa résistance et sa durée de vie. Le bois ainsi obtenu devient au choix transparent, plus solide, plus souple, etc. Woodoo a fait ses armes dans le luxe et l'automobile, en utilisant son bois augmenté FLOW pour remplacer le cuir, par exemple, ou le SLIM pour créer des interfaces tactiles. Ce matériau est aussi prometteur pour le BTP. Ce secteur doit impérativement décarboner sa chaîne de production, notamment en trouvant des alternatives au béton et au ciment, matériaux dont la fabrication entraîne d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Le bois SOLID de Woodoo est une alternative aussi performante que légère, robuste que responsable. Sa structure reposant sur une transformation moléculaire offre une solution à haute résistance mécanique et stabilité dimensionnelle au secteur du bâtiment, une industrie aussi gourmande en énergie qu'avide de solutions décarbonées.

Grâce à une levée de fonds de 28 millions d'euros bouclée au printemps 2023, Woodoo passe à une production à l'échelle industrielle dans sa nouvelle usine inaugurée à La Chapelle-Saint-Luc (10). Acteur majeur du développement de l'économie locale, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe a répondu présente lors de la levée de fonds. La banque régionale soutient d'ailleurs Woodoo depuis 2019, notamment pour financer ses besoins en R&D et embauches de talents. L'aventure de la start-up est à suivre de près !

Une usine nouvelle génération dans l'Allier avec D-Lab Industry

Pionnière dans l'industrie de la nutricosmétique, la jeune entrepreneure Fleur Phelipeau a lancé D-LAB en 2010. L'entreprise se positionne comme un « façonnier de compléments alimentaires » au large catalogue d'actifs, créant de nouvelles formules sur-mesure pour les entreprises. En parallèle, Fleur Phelipeau développe sa propre marque de compléments alimentaires, D-LAB NUTRICOSMETICS.

Au printemps 2022, D-LAB INDUSTRY implante sa nouvelle usine en zone rurale, au Na-



Timothée Boitouzet, fondateur et CEO de Woodoo © Woodoo

turopôle de Saint-Bonnet-près-Rochefort (03). Avec la volonté d'accélérer le développement des régions et d'accompagner les acteurs qui contribuent à leur dynamisme, la Caisse d'Epargne Auvergne Limousin a adhéré au projet avec enthousiasme en soutenant le financement de la construction de l'usine.

Cette usine prône une démarche RSE qui couvre toutes les dimensions de l'entreprise. La majorité des plantes utilisées dans les compléments sont cultivées en local, à moins de 15 km.

Conception, production et distribution des produits ont été pensées de manière éco-responsable, tout comme le bâtiment. Les extractions nécessaires aux travaux ont été faites sur le Naturopôle et les transports de matériaux réduits à un rayon de 150 km. 25 salariés habitant les communes alentour y travaillent, et l'entreprise compte bien poursuivre sa croissance.

Usine à faible impact environnemental

Auto-suffisance énergétique

> vitres teintées, anneaux solaires, systèmes de chauffage performants, contrôles de température, panneaux solaires, matériaux isolant haute performance

Maîtrise des consommations d'eau

> récupération et utilisation des eaux de pluie, réduction de la consommation, création de noues, laverie commune

Zéro déchet

> équipements de protections durables, collecte et recyclage, compost, tri, poules, etc.

Optimisation des transports

> valoriser l'ultra local pour limiter l'empreinte carbone



Être utile à la société

Dans l'étude « Les Français et les transformations qui leur seraient utiles », les Français expriment un fort attachement à leur environnement immédiat, un ancrage local qui se traduit par un sentiment d'appartenance et de solidarité. Dans cet esprit, des acteurs locaux se mobilisent pour créer du lien social, lutter contre l'isolement et soutenir les plus vulnérables. Leur action est d'autant plus cruciale dans un contexte où l'insertion professionnelle des jeunes, la lutte contre la pauvreté et la précarité sont des priorités majeures que les Français expriment aussi. Sans oublier que le vieillissement de la population nécessite des initiatives favorisant le « bien vieillir » et l'autonomie. En soutenant l'engagement citoyen, la solidarité et le vivre ensemble, l'action locale contribue à améliorer la cohésion sociale en France, et participe à bâtir une société plus inclusive et équitable.



© Getty images

Le sport au service de la cohésion sociale



Inauguration de terrain de basket 3x3 à Roanne © Johann Patet

L'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 insuffle une formidable dynamique autour du sport sur l'ensemble du territoire, et suscite des synergies originales entre public et privé en vue de développer sa pratique et ses valeurs le plus largement possible. Direction Roanne et Saint-Chamond, dans la Loire, deux communes qui ont investi dans de nouveaux équipements sportifs s'inscrivant dans un projet social de cohésion par le sport.

Les synergies entre public et privé sont précieuses et bénéfiques au sport. Nous voulons profiter du formidable tremplin des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 pour sensibiliser à la pratique sportive et encourager l'inclusion par le sport, tout en étant utiles au territoire.

Bertrand Magnin, Président du directoire de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche

Faire du sport un outil d'inclusion à Saint-Chamond

Dans le quartier populaire de Fonsala, l'association Sport dans la Ville, structure d'insertion par le sport, a réhabilité des terrains de basket avec le soutien de la municipalité et de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche. Afin de développer la pratique sportive et de véhiculer les valeurs individuelles et collectives du sport, ces terrains sont ouverts à tous avec, chaque mercredi et samedi, la possibilité pour les jeunes du quartier de pratiquer le basket, encadrés par des éducateurs sportifs professionnels. L'association ne s'arrête pas là. En plus de promouvoir les valeurs du sport auprès des jeunes, elle les accompagne en parallèle dans leur orientation professionnelle, les aide à affiner leur projet et soutient l'insertion sociale des jeunes femmes.

À Roanne, terre de jeux, le basket s'installe en centre-ville

Pour les territoires, la dynamique de Paris 2024 est l'opportunité d'aménager de nouvelles infrastructures et diversifier les équipements sportifs afin d'encourager les citoyens à pratiquer. En vue d'accueillir la préparation des matchs de basket 3x3, nouvelle discipline olympique, la ville de Roanne a déposé un dossier pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. La collectivité a dans cette optique créé six terrains de basket 3x3, au cœur d'un complexe sportif multi-activités en centre-ville. Dans cette démarche, Roanne a pu compter sur le soutien financier de la Caisse d'Épargne Loire Drôme Ardèche, désireuse d'encourager à la fois la pratique du sport pour tous et de favoriser la mixité sociale qu'elle offre.

Réduire la fracture numérique, un enjeu majeur d'égalité des chances

Qu'est-ce que l'illectronisme ?

Le fait de ne pas disposer des compétences numériques de base (recherche d'information, communication en ligne, utilisation de logiciels, protection de la vie privée, résolution de problèmes en ligne), ou de ne pas savoir se servir d'Internet. La protection de la vie privée est la compétence la moins maîtrisée, alors que presque tous les internautes savent communiquer par Internet.

Avec la dématérialisation de très nombreux services du quotidien et démarches administratives, réduire cette fracture numérique représente un enjeu majeur pour garantir à toutes et à tous l'accès aux mêmes droits et à la

même sécurité. Les seniors, les plus modestes et les Français d'Outre-mer sont les plus touchés par la fracture numérique.

Comment lutter contre la fracture numérique ?

L'illectronisme a reculé entre 2019 et 2021, atténuant notamment l'écart entre générations sous l'effet des nouvelles habitudes induites par la crise sanitaire, mais les inégalités se sont creusées entre les plus et les moins aisés. Très engagée pour rendre les territoires plus inclusifs et solidaires, la Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées a mis en place depuis 2018 un dispositif de lutte contre la fracture digitale.

La banque régionale organise ainsi pour ses clients éloignés du numérique plus d'une quarantaine d'ateliers pédagogiques par an, qui expliquent, notamment, les pièges de la fraude sur Internet, et comment s'en protéger. Les conseillers Finances & Pédagogie sont mobilisés sur ce projet leur apprennent également à utiliser les services bancaires à distance afin d'éviter l'exclusion bancaire. Près de 650 clients sont ainsi formés chaque année dans tous les départements du territoire Midi-Pyrénées aux bons usages du numérique, avec un excellent retour sur leur satisfaction à l'issue de ces ateliers.

+15%
des Français sont concernés par l'illectronisme*

* Source : Vie publique.fr d'après une étude de l'INSEE menée en 2021

Miser sur le "tous pour tous" avec l'habitat participatif !



© Getty images

Alors que notre époque fait face à des défis environnementaux et sociétaux majeurs, certains décident de changer de mode de vie pour se reconnecter aux autres et à l'environnement et s'installent en habitat participatif. Un choix qui apporte des réponses novatrices à des enjeux très actuels.

Choisir un mode de vie plus éco-responsable et solidaire avec l'habitat participatif

Ils s'appellent Monique, Jean-Pierre, Karim ou Sophie. Ils ont choisi de miser sur les dynamiques collectives, à rebours de l'individualisme de nos sociétés modernes, et de remettre l'entraide et la solidarité au cœur de leur mode de vie en s'installant dans un habitat participatif. Ces nouveaux lieux de vie, qui se multiplient en

France, apportent un cadre de vie humain, centré autour du bien-être collectif.

Certains vont encore plus loin avec l'approche de coopérative d'habitants. Les membres achètent des parts sociales de la coopérative au lieu de m². Ils paient ensuite une redevance mensuelle qui rembourse les emprunts et couvre les dépenses collectives. Cette structure juridique et financière offre une plus grande flexibilité et une meilleure accessibilité pour se loger.

Des lieux inclusifs qui répondent à de nombreux enjeux

Le modèle de l'habitat participatif constitue un laboratoire qui répond à la question du bien vieillir, du vivre ensemble, de la vitalité des liens intergénérationnels. Il permet aussi la mise en commun des ressources face à l'exigence de sobriété énergétique et de réduction des impacts environnementaux. Convaincue de la nécessité de cette transition sociétale, la Caisse d'Épargne Languedoc-Roussillon a été la première banque de la région à financer une résidence en habitat coopératif. Elle a depuis investi dans quatre projets d'habitats coopératifs (80 logements), contribuant activement à transformer les conditions de vie de nombreux résidents.

Un habitat participatif, qu'est-ce que c'est ?

Dans ces lieux de vie, les habitants partagent des espaces communs, se rendent des services et privilégient les pratiques éco-responsables, la préservation de l'environnement et le soutien aux plus vulnérables.

Zoom sur l'Îlot Vert de la Soulondres

6 000 m²

21
logements inclusifs

Serres • Verger partagé
Mare à biodiversité • Jardin pédagogique

Bambouseraie qui fournit
les matériaux de construction légère

L'habitat inclusif, une réponse au vieillissement de la population



© Getty images

En 2050, on estime que près de 30 % des Français seront âgés de plus de 65 ans... soit une hausse de 10 % par rapport à 2020 ! Une réalité démographique qui pose un défi majeur, celui de la prise en charge des personnes dépendantes ou atteintes de maladies neurodégénératives. Sur le terrain, des initiatives fleurissent pour offrir de nouveaux habitats inclusifs et vecteurs d'autonomie.

Le Hameau de la Thibaudière, un projet innovant et humain

En Touraine, Tours Habitat finalise la construction d'une structure innovante de 65 places d'hébergement permanent, 5 places d'accueil temporaire, 10 places d'accueil de jour et 15 habitats inclusifs. Géré par l'association AGEVIE, le Hameau de la Thibaudière ouvrira ses portes

au premier trimestre 2024. Ce lieu sera dédié à l'accompagnement des personnes de plus de 50 ans, présentant des troubles cognitifs en lien avec une maladie d'Alzheimer ou apparentée, ou avec le vieillissement des personnes porteuses d'une déficience intellectuelle.

Ce projet propose un accompagnement inspiré de l'approche Carpe Diem. Grâce à des modèles d'organisation innovants et une approche favori-

sant le « comme à la maison », le Hameau de la Thibaudière souhaite encourager une vie sociale dynamique et valoriser les capacités fonctionnelles via la participation aux activités du quotidien. L'équipe s'attachera à respecter le rythme de vie des habitants et leur liberté d'aller et venir au sein du Hameau. Ce projet met l'accent sur la qualité de vie, le bien-être, et privilégie une approche peu médicamenteuse, reposant avant tout sur le lien social.

Le Hameau de la Thibaudière est porté et financé par le Conseil Départemental d'Indre-et-Loire, en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé Centre Val-de Loire, la Région Centre, la commune de Fondettes (37), Tours Métropole, la Caisse Nationale des Solidarités et de l'Autonomie, AGIR-ARCCO, et la Caisse d'Épargne Loire-Centre, très impliquée dans les initiatives qui renforcent le lien social sur le territoire.

L'éco-responsabilité au cœur du projet

Le Hameau de la Thibaudière s'engage aussi pour les générations futures, avec des bâtiments à énergie positive bénéficiant du label Bepos Effinergie 2017 : une première en France pour un projet médico-social. En créant un lieu de vie pensé pour être durable et plus responsable, le Hameau de la Thibaudière s'engage non seulement en faveur du bien-être des personnes âgées, mais aussi à préserver l'environnement pour les générations futures.

Entre proximité et impact, les circuits courts redéfinissent l'économie et les solidarités locales



© Getty images



Dans un échange éclairant, Antoine Détourné, Délegué général de l'ESS France (Économie Sociale et Solidaire), explore l'impact des circuits courts sur notre économie et notre société. Découvrez comment ces nouveaux modèles renforcent la résilience locale, favorisent l'emploi et la solidarité territoriale, et pourquoi les structures de l'ESS sont au cœur de cette dynamique d'avenir.

consommation, et modère les hausses de prix dans un contexte inflationniste. Ils soutiennent la consommation locale, le développement et la résilience des territoires, ce qui est crucial pour une économie durable. Dans ce cadre, les acteurs de l'ESS font partie de ceux qui jouent un rôle de catalyseur en promouvant des initiatives qui favorisent les échanges locaux, qui ne sont pas dans une recherche de forte rentabilité, et soutiennent souvent les personnes en réinsertion professionnelle, tout en étant présentes dans des zones souvent délaissées par les autres acteurs. Économie sociale et solidaire est là où peu sont encore présents, ce qui est un vrai enjeu dans certains territoires pour l'accès à la santé, le soutien aux populations dépendantes, etc.

En quoi les circuits courts bénéficient-ils aux communautés locales ?

A.D. : Les circuits courts dynamisent l'économie locale, permettant aux revenus de circuler au sein de la communauté et offrant une meilleure sécu-

rité financière aux producteurs. Ils contribuent également à réduire l'empreinte écologique, grâce à des distances de transport moindres. Ces pratiques renforcent l'emploi local et la solidarité de proximité créant une économie plus résiliente et une meilleure cohésion territoriale.

L'essor des circuits courts ces dernières années est-il un vecteur d'innovation ?

A.D. : L'essor des circuits courts stimule l'innovation au-delà de l'agriculture et de l'alimentation, deux des secteurs les plus avancés sur ce sujet. Je pense notamment au textile avec l'upcycling et au bâtiment avec le réemploi de matériaux issus de chantiers de destruction ou réhabilitation. Ce qui était un déchet devient une ressource qui peut être réutilisée à proximité. Ces initiatives montrent que les circuits courts peuvent être un terrain fertile pour l'innovation durable. Mais ces modèles émergents nécessitent une vision à long terme et un soutien financier adapté, sou-

vent fourni par les banques coopératives qui comprennent et partagent les valeurs de proximité et de durabilité.

Quel est l'impact des circuits courts sur le lien social et la cohésion territoriale ?

A.D. : Les circuits courts renforcent le lien social en créant des emplois locaux et en soutenant les populations les plus vulnérables. Ils encouragent une consommation plus responsable et une économie qui valorise l'humain et l'environnement. Face aux défis contemporains, ils représentent une tendance sociétale forte, qui pourrait devenir une nouvelle norme pour l'économie de demain. Face aux défis contemporains, ils représentent une tendance sociétale forte, qui pourrait devenir une nouvelle norme pour l'économie de demain.

Pourquoi considère-t-on les circuits courts comme essentiels à une économie durable ?

A.D. : Les circuits courts sont essentiels car ils limitent les intermédiaires, ce qui renforce la transparence, la confiance dans nos choix de